

Livres

Numéro 755, mars 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67026ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(2012). Compte rendu de [Livres]. *Relations*, (755), 40–42.



L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Marie-Monique Robin
NOTRE POISON QUOTIDIEN.
LA RESPONSABILITÉ DE L'INDUSTRIE
CHIMIQUE DANS L'ÉPIDÉMIE
DES MALADIES CHRONIQUES
 Paris, Arte Éditions/La Découverte,
 2011, 478 p.

La journaliste et réalisatrice Marie-Monique Robin nous offre un second doublé livre/film sur l'industrie chimique. Après *Le monde selon Monsanto* (2008), qui faisait la lumière sur les pratiques douteuses du géant des organismes génétiquement modifiés, elle étend l'enquête à l'ensemble de l'industrie chimique pour comprendre son rôle dans l'épidémie de maladies chroniques, en forte croissance depuis trente ans.

L'excellente vulgarisatrice épluche ici la littérature scientifique et inclut dans son analyse des entrevues menées avec des spécialistes du sujet. Elle recense des empoisonnements d'agriculteurs manipulant des pesticides qui ont par la suite développé des maladies neuro-dégénératives. Elle fait état de leurs difficultés à faire reconnaître ces intoxications auprès des autorités, qui considèrent la manipulation des pesticides comme étant sécuritaire. Ces agriculteurs se font plutôt dire qu'ils ont mal manipulé les produits et qu'en plus, leurs erreurs apportent de l'eau au moulin des environnementalistes... La principale difficulté des agriculteurs est donc de surmonter leur propre honte et leur culpabilité.

L'auteure nous rappelle que l'empoisonnement chimique n'a rien de nouveau. Déjà, en 1962, dans son livre *Le printemps silencieux*, la scientifique Rachel Carson dénonçait les «élixirs de la mort» épandus à tout vent dans les campagnes américaines. Cet ouvrage conduisit à l'interdiction du DDT, un pesticide longtemps vu comme sécuritaire, ainsi qu'à la création de l'Agence

de protection de l'environnement aux États-Unis.

La seconde partie de l'ouvrage porte sur la «science mercenaire», ou sur la manière dont la science se fait enrégimenter par l'industrie. Celle du tabac, par exemple, a longtemps financé des études scientifiques biaisées afin de «fabriquer le doute» sur les méfaits du tabac sur la santé. L'auteure avait déjà fait état de cette prostitution de la science dans *Le monde selon Monsanto*, mais elle montre ici que cette pratique n'est pas le seul fait d'une compagnie-voyou; elle s'est érigée en véritable système dans l'industrie chimique.

Nous savons que les plus grandes firmes ont la capacité d'orienter en leur faveur la réglementation d'un secteur. L'intérêt de ce livre est de montrer comment cette «capture réglementaire» prend forme dans le secteur chimique, particulièrement à travers les concepts de «dose journalière acceptable» et de «limites maximales de résidus», qui ne prennent pas en compte l'exposition à plus d'un produit chimique à la fois. L'épidémie croissante de maladies chroniques résulte de cet «effet cocktail» et de la multiplication des perturbateurs endocriniens.

Notre poison quotidien montre finalement que l'ensemble de l'industrie chimique est institutionnellement corrompue et nous empoisonne à petit feu. Après avoir révélé le caractère systématique des pratiques douteuses en multipliant les exemples et les anecdotes, l'auteure condamne en bloc cette industrie, sans toutefois présenter d'alternative viable. Elle s'en tient surtout à promouvoir le «bio», comme si la seule option possible était de se passer de l'industrie chimique. Or, celle-ci n'est pas qu'une productrice de pesticides; elle participe intégralement à la construction de l'environnement humain et il est absolument nécessaire de développer des outils pour mieux la contrôler. Les deux dernières pages du livre mentionnent la nécessité de réitérer le «principe de précaution» et ouvrent ainsi la porte à la démocrati-

sation du processus d'évaluation des risques afin de transformer la «science mercenaire», au service des firmes, en «science citoyenne». Cette dimension cruciale mériterait un développement en règle. Souhaitons que l'auteure, qui nous invite néanmoins à repenser notre rapport au monde chimique – et ce premier pas est sûrement le plus important, – s'y penche.

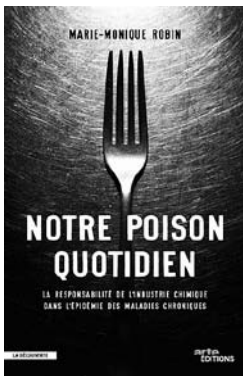
MARC-ANDRÉ GAGNON

L'ACTION COMMUNAUTAIRE EN DÉBAT

Henri Lamoureux
LA PRATIQUE DE L'ACTION
COMMUNAUTAIRE AUTONOME.
ORIGINE, CONTINUITÉ,
RECONNAISSANCE ET RUPTURES
 Québec, Presses universitaires
 du Québec, 2011, 116 p.

Dans cet essai, Henri Lamoureux retrace les principaux événements qui ont marqué l'action communautaire au cours des cinquante dernières années et identifie ses récentes transformations. L'auteur, qui parle en connaissance de cause puisqu'il est depuis longtemps engagé dans ce milieu, propose une réflexion sur les enjeux politiques, éthiques et organisationnels auxquels il est aujourd'hui confronté.

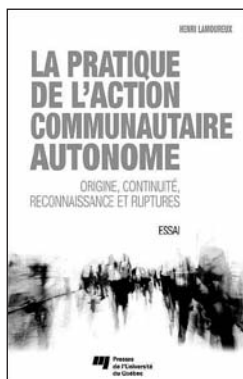
Les premiers chapitres du livre proposent un retour historique sur le développement de l'action communautaire qui, depuis ses débuts, est un lieu important d'expression des tensions qui ont traversé et façonné la société québécoise. Cette histoire s'est déroulée en trois phases. La première a donné naissance à l'animation sociale et aux premiers comités de citoyens. Cette forme d'activisme social, qui visait à donner la parole aux milieux ouvriers, a été le produit d'influences multiples: les mouvements d'action catholique, syndicaux et d'émancipation nationale, les stratégies d'intervention directe de l'Américain Saul



Alinsky, ainsi que le courant de la théologie de la libération. La seconde phase a été marquée par la consolidation des pratiques d'action communautaire sous l'effet de la radicalisation du militantisme et de l'action politique dans les années 1970, puis de leur élargissement à des enjeux dépassant le cadre de la condition ouvrière, comme la violence envers les femmes, la santé mentale et l'économie sociale. C'est à cette époque que naissent les CLSC, en réponse aux pressions de ce mouvement, et qu'apparaîtront les premiers signes de la professionnalisation de l'action communautaire.

Cette professionnalisation s'est entre autres développée dans les organismes communautaires eux-mêmes qui, en devenant les « premiers répondants » dans un nombre incalculable de domaines, ont participé à la formation de « spécialistes du social ». La troisième phase, plus actuelle, se traduit ainsi par une tendance au délaissement des visées de transformation sociale traditionnellement portées par les organismes communautaires au profit de demandes de reconnaissance de leur expertise dans des champs d'intervention précis. La lutte pour la reconnaissance par l'État de l'action communautaire a ainsi eu pour effet de modifier radicalement le travail de ceux qui autrefois dénonçaient « l'exploitation de la majorité par une minorité » pour l'orienter vers la gestion des « problèmes de tous ordres produits par nos modes de production et de consommation » (p. 51).

Cette dérive gestionnaire qui menace l'action communautaire n'est toutefois pas le seul enjeu auquel elle est aujourd'hui confrontée. L'auteur se questionne également sur la revalorisation du bénévolat, dans un contexte de restrictions budgétaires et d'individualisme néolibéral. De plus, l'intégration de l'action communautaire dans l'appareil d'État, de même que le militantisme de ses salariés au sein de partis politiques, risquent de restreindre le regard critique porté sur les pou-



voirs publics. L'auteur constate enfin l'émergence d'une nouvelle forme de communautarisme favorisée par l'éclatement du travail des organismes en une multitude d'interventions portant sur des problèmes de plus en plus spécifiques. Cette tendance à la « particularisation des questions sociales », encouragée notamment par les programmes de subventions, peut nuire à une compréhension globale des réalités sociales et à la formulation d'un projet de société commun.

Malgré l'émergence constante de nouveaux lieux d'engagement social, ces transformations récentes n'ont pas sonné le glas de l'action communautaire émancipatrice. Henri Lamoureux demeure confiant que la résistance se poursuivra dans ce type d'action. La forme que celle-ci prendra dépendra toutefois du refus des milieux communautaires de se cantonner dans une fonction de gestionnaires, pour revenir à leur rôle initial de « sentinelles » veillant « sur le village endormi » (p. 104).

FANNY JOLICŒUR

LA PENSÉE FORMATÉE

Frank Frommer
**LA PENSÉE POWERPOINT:
 ENQUÊTE SUR CE LOGICIEL
 QUI REND STUPIDE**

Paris, La Découverte, 2010, 259 p.

Ce livre est une enquête, au sens journalistique du terme, qui porte sur l'émergence et l'omnipotence du logiciel PowerPoint, cette nouvelle manière de « formater la pensée ». Créé par Robert Gaskins, en 1987, le logiciel est devenu en quelques années un outil jugé indispensable pour toute présentation orale au sein des grandes organisations et dans les écoles, du

secondaire à l'université. Selon l'auteur, la numérisation de la pensée qu'il entraîne chez ses utilisateurs n'a pas pour effet de les rendre plus intelligents, loin de là.

On peut voir dans cet essai une preuve empirique des théories d'Adorno et d'Horkheimer développées dans la *Dialectique de la raison* (1974), qui avançaient que les sociétés capitalistes étaient dominées par une pensée purement technique. Le langage, qui se fonde dans la communication, n'est plus un véhicule substantiel du sens; il se transforme, comme la *novlangue* d'Orwell, en slogans et en clichés. Dans la société de marché, le langage, à la manière du travail, est aliéné et devient un outil de domination. Le discours argumentatif laisse place au discours « performatif »: la répétition, l'écho, la redondance, la résonance et l'autoréférence remplacent la réflexivité et le sens critique. L'auteur nous montre ainsi, avec moult exemples à l'appui, que le logiciel PowerPoint, en préformatant et en orientant les schèmes argumentatifs, rend impossible toute délibération et tout débat sur les contenus présentés à l'écran. Autrement dit, la forme prime sur le fond et l'auditoire absorbe la pléthore de données « objectives » qui lui sont transmises sans pouvoir les remettre en question. Plutôt que d'être un médium qui favorise l'interactivité, PowerPoint nous soumet, tous et chacun, à l'« interpassivité ». C'est en ce sens que ce logiciel est l'incarnation de l'idéologie de la communication managériale qui prédomine dans nos sociétés capitalistes. La nouvelle élite gestionnaire diffuse en effet sa manière technocratique de voir le monde au moyen de cet outil.

Est-ce le logiciel comme tel qui nous rend stupide? Frommer a tendance à répondre par l'affirmative. Or, bien qu'il offre une bonne critique des effets pervers de la technologie, il ne situe pas celle-ci dans le contexte plus





vaste du capitalisme financiarisé, informatisé et en réseaux. Il préfère se concentrer sur les aspects plus techniques de la domination, sans tenir compte du fait que l'utilisation du médium s'inscrit au sein de la réalité sociale existante, dans un contexte économique particulier. L'analyse empirique présentée par l'auteur, très bien documentée par ailleurs, souffre ainsi d'un manque d'éléments contextuels qui nous permettraient de comprendre sociologiquement la domination technologique contemporaine.

Je recommanderais ainsi de lire cet ouvrage parallèlement aux critiques du néo-management formulées par Vincent de Gaulejac dans *La société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social* (Seuil, 2005) ou encore par Luc Boltanski et Eve Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme* (Galilard, 1999).

L'objet de l'enquête de Frommer demeure fort intéressant. PowerPoint est si présent dans la vie quotidienne de bon nombre de gens, étudiants et professionnels, que son utilisation est rarement remise en question. Plaidons pour que ce livre devienne un manuel obligatoire dans la formation des étudiants en enseignement!

MAXIME OUELLET

LE QUÉBEC COMME LIEU DE RÉSISTANCE

LA CULTURE COMME REFUS DE L'ÉCONOMISME. ÉCRITS DE MARCEL RIOUX

Textes choisis et présentés par Jacques Hamel, Julien Forgues Lecavalier et Marcel Fournier
Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, 586 p.

Marcel Rioux est certainement, avec Fernand Dumont et Guy Rocher, l'un des intellectuels les plus influents de sa génération. Né à Amqui,



dans la vallée de la Matapédia, en 1919, il a entre autres présidé la Commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec (1966-1969) et fondé, en 1976, la revue *Possibles* afin de promouvoir l'autogestion et l'indépendance nationale.

C'est un homme fortement mobilisé par les bouleversements de la société québécoise que nous font découvrir les trente-huit textes de cette anthologie. Marcel Rioux n'a jamais pu se contenter d'observer la réalité à travers la loupe des sciences sociales. Il a refusé d'être un savant détaché, froid, distant, sans prise sur les événements historiques. Il voulait, au contraire, jeter les bases d'une sociologie critique qui puisse se situer entre la science et la morale, entre l'observation de ce qui est et l'affirmation de ce qui doit être. Ainsi seulement pourrait être construit, selon lui, un savoir qui ne se borne pas uniquement à critiquer les règles du jeu social, mais qui aille jusqu'à dénoncer ce jeu lui-même.

Pour Marcel Rioux, le Québec était sans cesse menacé de s'assoupir dans le lit des bureaucraties distantes, des divertissements médiatiques, des idéologies molles et des habitudes. Dans les années 1960 et 1970, nulle question pour lui de proposer un simple « rattrapage » du Québec dans l'Amérique du Nord; il s'agit plutôt d'aspirer à dépasser véritablement l'ordre social existant. Refusant de travailler au triomphe de l'affairisme marchand, il a cherché à formuler un programme authentiquement révolutionnaire.

Rioux voulait redonner aux collectivités – nations, régions, villages ou quartiers – la possibilité réelle de com-

poser le monde à l'image de leurs rêves et de leurs libres aspirations. Or, selon lui, la grande solidarité des descendants des Canadiens français constituait une force devant l'émiettement croissant du tissu social dans les sociétés industrielles. Le Québec représentait le maillon faible du système capitaliste nord-américain parce qu'il aurait su préserver certaines pratiques sociales plus authentiques et qu'il n'avait pas été aussi morcelé que le reste de la société nord-américaine – ce que Rioux appelait le « privilège du retard historique ».

Plus créatifs, plus gais, plus participatifs que les autres citoyens du continent, les Québécois auraient suscité des occasions de dépassement inconnues ailleurs. Ils possèderaient en somme, du fait des aléas de leur histoire culturelle et politique, une avance inespérée sur les autres régions nord-américaines. En fuyant un environnement où domineraient davantage les lois aveugles du marché, ils auraient été appelés à bâtir un monde où auraient régné enfin l'expérimentation, la créativité, la participation et l'autogestion.

C'est du moins ce que croyait Marcel Rioux jusqu'au référendum de 1980... À partir de ce moment, les textes du recueil révèlent un homme de plus en plus perplexe devant la modernisation débridée du Québec: l'État-providence est remplacé par l'État-Provigo, les fêtes populaires par les industries culturelles, les initiatives autogestionnaires par les industries transnationales, les traditions ancestrales par la culture hollywoodienne. Dans l'avant-dernier texte de l'anthologie, « Requiem pour un rêve », Rioux désespère de l'avenir du Québec: « Tout est-il donc perdu? », se demandait-il.

Non, bien sûr. Mais ce livre nous rappelle à quel point, dans le cycle historique qui est le nôtre, le refus de l'économisme est une tâche difficile et sans cesse à recommencer.

JEAN-PHILIPPE WARREN